

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@hotmail.com

POINT DE VUE

# Mutuelle à toutes les sauces

**La gestion des mutuelles est désastreuse, et aucun bilan sérieux n'a, à ce jour, été établi. On se retrouve dans une situation ubuesque : les gestionnaires véreux s'accrochent à ce «trésor social» par tous les moyens, les pouvoirs publics veulent les dessaisir de ce butin inespéré pour renflouer les caisses de la Sécurité sociale, à l'agonie, et les mutualistes continuent d'en tirer profit pour les demandes les plus incongrues, à l'image de ce que propose le lecteur ci-dessous.**

Merci pour votre bienfaisance envers les pauvres «chibanis» de France et les pauvres zaoualis d'Algérie. Nous apprécions vivement votre page «Soir Retraite» pour les informations que vous apportez à nous retraités méconnaissants. Par l'intermédiaire de votre précieux quotidien, toute une lumière a jailli sur les mutuelles et leurs décideurs qui vivaient sous l'ombre, la fraîcheur, les profits et le confort aux frais de la princesse (mutuelle). Mais tout bien mal acquis ne fera jamais le bonheur, car c'est des cotisations de pauvres salariés qui cotisent pour leur assurance (assurance comme son nom l'indique), et en plus, la sécurité sociale, dont le rôle est de sécuriser ces pauvres assurés sociaux. Monsieur le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Messieurs les décideurs de ce très important ministère qui assume toute une politique sociale, sans nul doute,



vous constatez vous-mêmes les réels résultats de votre politique et de vos gestions qui se soldent par le négatif. Sachant bien que le chômage et toutes les précarités sont toujours là. Et vous ne

pouvez jamais tromper le peuple avec vos chiffres et vos déclarations à travers les journaux ou lors des déclarations télévisées. Cela n'irrite même plus ce peuple qui n'a pas les yeux der-

rière la tête : quand même, il faut savoir aussi que l'époque de l'indigénat est révolue. Depuis le temps, ces nouvelles lois et les nouvelles dispositions qui doivent modifier les anciennes lois et dispositions qui ne servent que la haute sphère qui n'a ni âme ni conscience et les enquêtes de l'IGF apporteront sans doute des preuves sur des détournements et tout le faux et usage de faux. Pour la Mutuelle générale des travailleurs de la Sécurité sociale (MGTSS) en particulier et dans ses perspectives, il est mis en place un fonds d'aide aux retraités communément appelé «retraite complémentaire 20%», projet en cours de finalisation. Hélas cette finalisation ne verra peut-être jamais le jour. Comme la politique de tous les temps, nous sommes sur une étude qui ne se termine

jamais, d'une part. D'autre part, pour les avantages sociaux, pourquoi toutes ces entraves : prêt construction (permis de construire) ; prêt aménagement qui ne figure pas parmi ces avantages, prêt social aussi.

Il est souhaitable de revoir ces dispositions pour plus de souplesse et de facilité pour simplifier les choses. Il appartient à la mutuelle d'établir un contrat d'engagement «Assurance-Mutuelle» où l'assuré s'engage par toutes les dispositions juridiques à rembourser le prêt contracté par prélèvement automatique sur pension ou sur salaire. Avec l'espoir d'une bonne attention de toutes les autorités compétentes pour l'amélioration dans le cadre social. A bon entendeur avec une lueur d'espoir pour le bien des zaoualis.

**Belhout Saïd**

## Salaire de référence pour le calcul de la pension de retraite

C'est le salaire soumis à cotisation de Sécurité sociale ou assiette des cotisations de Sécurité sociale.

Elle est constituée de l'ensemble des éléments du salaire ou du revenu proportionnel aux résultats du travail, à l'exclusion des prestations à caractère familial, des indemnités représentatives de frais, des primes et indemnités à caractère exceptionnel et des indemnités liées à des conditions particulières de résidence et d'isolement. Par primes et indemnités à caractère exceptionnel, on entend notamment : les sommes réparant un préjudice, tel que l'indemnité de licenciement ; les primes, indemnités ou gratifications à caractère exceptionnel, l'indemnité de départ en retraite. Le montant de la pension connaît deux limites : un maximum de 80%. S'agis-

sant du travailleur ayant la qualité de moudjahid, ce maximum est porté à 100% du salaire moyen ayant servi de base de calcul de la pension ; et un minimum : il ne peut être inférieur à 75% du SNMG. Pour le moudjahid, ce minimum est fixé à 2,5 fois le SNMG. En tout état de cause et depuis 1<sup>er</sup> janvier 1999, le montant de l'avantage principal brut de la pension ne peut en aucun cas être supérieur à quinze (15) fois le montant mensuel du salaire national minimum garanti (SNMG), et ce, conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi n° 83-12 relative à la retraite modifiée par la loi n° 99-03 du 22 mars 1999.

Le montant brut de la pension de retraite est le produit de la moyenne citée précédemment par le taux global des années validées. Majoration pour conjoint. A ce mon-

tant s'ajoute pour le retraité qui a un conjoint à charge, une majoration dont le montant est fixé par arrêté du ministre chargé de la Sécurité sociale, sur proposition du conseil d'administration de la CNR conformément à l'article 15 de la loi 83-12 modifiée par celle n°99-03).

Le retraité titulaire d'une pension de retraite substituée à une pension d'invalidité de la troisième catégorie ainsi que le travailleur atteint d'une incapacité totale et définitive admis directement en retraite parce qu'il ne remplit pas les conditions pour bénéficier d'une pension d'invalidité ont droit à une majoration pour tierce personne lorsque, après contrôle médical de la caisse, leur état nécessite le recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie.

### COURRIER DES LECTEURS

#### Rajout de deux catégories pour les fils de chahid

Après la dissolution de l'entreprise, mis en chômage par le liquidateur le 1<sup>er</sup> janvier 1998, mon dossier a été accepté à la caisse-chômage le septembre 1998. J'avais sollicité de l'assurance-chômage ma mise à la retraite à compter du 1<sup>er</sup> avril 2001, date à laquelle le CNR a accepté ma mise en retraite.

La loi sur le chahid est publiée le 5 avril 1999 au JO : sont assimilées à des périodes d'activité les périodes ayant donné lieu au versement d'une indemnité de l'assurance chômage. Ma question est : suis-je concerné par la loi sur le rajout de deux catégories pour les fils de chahid du 5 avril 1999, et à quel organisme dois-je m'adresser : le liquidateur, la Cnac ou la CNR pour demander mes droits ?

**Mohamed Bouakeul**

**RÉPONSE** : Il faut vous adresser au liquidateur qui a géré vos dernières fiches de paye avant votre départ à la retraite pour savoir si vous ouvrez droit au bénéfice du rajout de deux catégories, et qu'éventuellement la CNR révisé votre pension.

#### Retraites jumelées Cnas-Casnos ?

J'ai un registre du commerce TPM dont le début d'activité remonte à 2001 pour lequel j'ai embauché un chauffeur en 2010, et depuis cette même année, je travaille dans un Epic rattachée au ministère de l'Industrie : est-ce que c'est légal d'avoir un registre du commerce (affilié à la Cnas) et de travailler dans un Epic (affilié à la Cnas) ? Si oui, comment ça va se passer pour la retraite ?

**K. H.**

**RÉPONSE** : Ce n'est pas interdit. Entre la CNR et la Cnas, il y a un dispositif de coordination pour la gestion des retraites cumulables (salariés et non-salariés). Ce dispositif est défini par la réglementation en vigueur. Vous avez droit dès 60 ans à la retraite CNR (cumuler au moins 15 années de cotisation), droit tout à fait compatible avec celui de la retraite Cnas à 65 ans. Pour en savoir plus sur le dispositif réglementaire, il faut consulter l'arrêté ministériel du 11 mai 1997 qui fixe les règles et les modalités de coordination des régimes de sécurité sociale des salariés et des non-salariés. Cet arrêté est paru au Journal officiel n°71 du 29

octobre 1997 (site Internet du JO). Voir aussi le Soir d'Algérie du 18 février 2009, espace retraite.

#### Conditions pour droit à la retraite

Prière expliquer le cas de retraite suivant. Ayant cumulé presque 17 années de cotisations et âgé de plus de 64 ans, soit du 1<sup>er</sup> janvier 1997 à nos jours, et né le 6 avril 1949.

**M. M.**

**RÉPONSE** : L'âge légal de la retraite est fixé à soixante (60) ans. Le travailleur doit avoir accompli au moins quinze (15) années, dont la moitié ayant donné lieu à un travail effectif et à un versement de cotisations de Sécurité sociale. Les bases de calcul de la pension de retraite sont les suivantes : taux de validation : les années d'assurance (activité ou assimilées) sont validées au taux de 2,5% par an ; les années de participation à la guerre de Libération nationale pour les moudjahidine sont comptées double et validées à 3,5% par an ; montant de la pension : le montant brut de la pension de retraite est le produit du salaire mensuel moyen des cinq

(5) dernières années ayant précédé la date d'admission à la retraite, ou celui des cinq (5) années ayant donné lieu à la rémunération la plus élevée (salaire de référence), par le taux global des années validées.

#### Prendre sa retraite à 60 ans

J'ai 56 ans, 36 ans de travail justifié : actuellement je travaille. J'ai fait une demande à mon employeur de départ à la retraite et qui m'a été accordée. Il a déposé mon dossier à la CNR bd Bougara à Alger. Un mois après, j'ai reçu une pré-notification de calcul de ma pension de retraite qui était de 33 993 DA par mois. J'ai refusé ce montant : je veux continuer à travailler jusqu'à l'âge de 60 ans. Ma question est : est-ce que l'employeur peut me mettre en retraite d'office puisque j'ai déjà formulé une demande de départ en retraite, ou ai-je le droit de continuer à travailler puisque je n'ai pas encore 60 ans ?

**C. Redouane**

**RÉPONSE** : C'est votre droit le plus absolu de ne partir à la retraite qu'à l'âge légal de 60 ans. Votre employeur ne peut pas, au regard de la loi, vous faire prendre votre retraite obligatoire avant 60 ans.